

# SITUATION DES PAYS

## Principales tendances de la Recherche et Développement (R&D) agricole depuis 2000

\*Toutes les données relatives aux investissements et aux évolutions de dépenses sont ajustées pour tenir compte de l'inflation.

### AFRIQUE DU SUD

- La recherche agricole en Afrique du Sud est bien mieux financée que dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne.
- L'Afrique du Sud a l'un des plus forts taux de la région pour ce qui concerne la dépense par scientifique et l'intensité de recherche, ou la dépense totale de R&D agricole publique en pourcentage du produit agricole.
- Le Conseil de la Recherche Agronomique (ARC) est de loin le plus gros fournisseur de recherche agricole et représente plus de la moitié des dépenses et des personnels de recherche agricole publique du pays.
- Depuis 1997, le financement public de l'ARC a diminué et le personnel de recherche s'est réduit d'un tiers.

### BÉNIN

- Les dépenses de R&D agricole ont connu une augmentation progressive depuis 2000, témoignant d'un financement public accru et d'une intervention renforcée dans le secteur de l'éducation, mais la recherche agricole reste largement dépendante des bailleurs de fonds.
- Le Bénin est confronté à une grave crise de la capacité de recherche. Les effectifs de l'Institut National de Recherche Agronomique du Bénin (INRAB), la principale agence de R&D, ont fondu et l'âge moyen des scientifiques indique que la plupart des chercheurs expérimentés approchent du départ à la retraite.
- L'INRAB fait face à des difficultés pour conserver des chercheurs qualifiés en raison des bas salaires comparés à ceux des universités et à une interdiction du recrutement dans le secteur public qui limite les opportunités. Les deux tiers environ de ses chercheurs sont employés sous contrats.
- Il est urgent de prendre des mesures pour renforcer la coopération scientifique entre acteurs de la recherche et fournir aux jeunes chercheurs des possibilités de formation.

### BOTSWANA

- Les investissements de recherche agricole ont cru rapidement jusqu'à 2007, après quoi la montée en flèche de l'inflation a conduit le gouvernement à réduire en 2008 le financement des organismes publics de R&D.
- La capacité de recherche a aussi décliné en 2008 en raison d'un exode considérable des personnels de R&D du Département de la Recherche Agronomique (DAR), principale agence de recherche du pays.
- La R&D reste principalement financée par le gouvernement. La recherche agricole ne bénéficie que d'un soutien minimal des bailleurs de fonds et du secteur privé.
- En dépit des initiatives de financement public en matière de formation, qui ont accru le nombre de scientifiques de niveau doctoral, le DAR éprouve de graves difficultés pour attirer et retenir des personnels bien qualifiés, en raison de ses salaires relativement bas.

## **BURKINA FASO**

- La dépense de R&D agricole a évolué en coups d'accordéon, en liaison avec le début et la fin de projets financés par des prêts de la Banque mondiale, qui ont abondamment financé la R&D depuis la fin des années 1980.
- Les dépenses de R&D se sont effondrées en 2004, après la conclusion d'un projet financé par la Banque mondiale, entraînant des difficultés financières, perturbant la recherche et stoppant le recrutement.
- Les chercheurs agricoles du pays figurent dans l'ensemble parmi les plus qualifiés d'Afrique de l'Ouest, mais le recrutement et la formation de jeunes chercheurs revêtent une importance vitale face à une hausse rapide de l'âge moyen des chercheurs.
- Le gouvernement doit accroître le financement dans une perspective à long terme, pour mettre un terme à l'instabilité et à la fragilité qui ont jusqu'à présent caractérisé la recherche agricole du pays.

## **BURUNDI**

- Après une décennie de troubles sociopolitiques, le traité de paix, signé en 2003, a entraîné un retour des bailleurs de fonds et a amené un accroissement de la dépense de R&D agricole et de la capacité de recherche.
- Les bailleurs de fonds, et notamment la Belgique et la Banque mondiale, jouent un rôle essentiel pour le financement de la R&D agricole.
- L'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU), principal organe de R&D du pays, n'a pas la masse critique nécessaire en termes de scientifiques de niveau doctoral en raison de grosses difficultés pour attirer et retenir des personnels très qualifiés. Toutefois, le statut des chercheurs de l'ISABU a été récemment amélioré, ce qui doit permettre à l'institut de proposer des salaires bien plus élevés et, espère-t-on, de recruter et de conserver des personnels hautement qualifiés.
- Les pouvoirs publics doivent apporter à la R&D un soutien à long terme pour renforcer un secteur agricole qui a été affaibli par la crise sociopolitique et les aléas climatiques, afin de lui permettre de jouer un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire.

## **CONGO (RÉPUBLIQUE DU)**

- Malgré quelques améliorations récentes, la dépense de R&D agricole reste bien au-dessous des niveaux enregistrés avant les guerres civiles des années soixante qui ont entraîné un effondrement des investissements.
- La recherche agricole du pays est principalement financée par le gouvernement. Le rôle des bailleurs de fonds dans ce financement reste beaucoup plus faible que dans de nombreux pays africains.
- La capacité de recherche a décliné depuis 2001–08 pour les centres de recherche agricole de la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique (DGRST), qui coordonne et supervise la recherche dans 14 centres du pays - en raison de nombreux départs à la retraite et d'un gel du recrutement dans le secteur public.
- Les chercheurs congolais sont parmi les plus âgés d'Afrique et on prévoit que 60 pour cent des personnels de la DGRST partiront à la retraite d'ici 2016, ce qui fait du recrutement et de la formation de jeunes chercheurs une nécessité urgente.

- La revitalisation du secteur agricole et le développement d'une politique de la recherche sont essentiels pour la réduction de la pauvreté rurale et le soutien à la diversification économique au moment où décline la production de pétrole, principale source de revenu du pays.

### **CÔTE D'IVOIRE**

- La dépense de R&D agricole est tombée aux alentours de 2000 mais est restée relativement stable en 2002–08. Les investissements de R&D en de nombreuses régions du pays ont souffert de la guerre civile et des troubles sociopolitiques.
- Le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA), principale agence de R&D, représente les deux tiers de la capacité de recherche du pays et plus des trois quarts de ses investissements en R&D agricole.
- Contrairement au reste de la région, le gouvernement et les bailleurs de fonds jouent un rôle minime dans le financement de la R&D agricole. Le CNRA est principalement financé par le secteur privé.
- En 2000–08, les niveaux moyens de qualification des chercheurs agricoles se sont améliorés.

### **ÉRYTHRÉE**

- La dépense publique de R&D a diminué de plus de 80 % depuis 1998–2008, à la suite de coupes sévères dans les financements des bailleurs de fonds.
- Les effectifs des personnels de recherche ont presque triplé par rapport à 1998–2008, et la part des femmes chercheurs est passée de 3 pour cent en 2000 à 31 pour cent en 2008.
- Les chercheurs agricoles érythréens figurent parmi les moins qualifiés d'Afrique. En 2008, un tiers seulement des chercheurs étaient titulaires de diplômes de 3<sup>ème</sup> cycle.
- L'Institut National de Recherche Agronomique (NARI) représentait en 2008 plus de 60 pour cent de la capacité et des dépenses de recherche agricole.

### **ÉTHIOPIE**

- La dépense totale publique de R&D agricole a fortement augmenté après 2000, pour atteindre son point culminant en 2001–02.
- En 2008, les dépenses de la principale agence de recherche agricole du pays, l'Institut de Recherche Agronomique d'Éthiopie (EIAR) étaient revenues à leurs niveaux de 2000.
- Les effectifs de personnels de recherches des instituts régionaux de recherche agricole et des universités du pays se sont fortement accrus après 2000.
- Les chercheurs agricoles d'Éthiopie sont parmi les moins qualifiés d'Afrique en termes de diplômes de 3<sup>ème</sup> cycle, et la participation des femmes est aussi relativement faible.

### **GABON**

- Le Gabon emploie un nombre croissant de chercheurs agricoles, mais les ressources requises pour assumer des responsabilités de recherche sont extrêmement faibles et irrégulières.
- Le Gabon, un des pays les plus développés d'Afrique, est l'une des nations les moins développées au monde en termes de R&D agricole, avec l'un des plus faibles taux de dépense en pourcentage du PIB agricole.

- La recherche agricole du Gabon est principalement financée par le gouvernement, qui diminue fréquemment ses allocations annuelles à la R&D en cours d'exercice budgétaire.
- Bien que le pays se soit doté d'organisations et installations de recherche agricole, celles-ci manquent de personnel, d'équipements, de programmes et de financement.
- Le gouvernement doit accroître rapidement et considérablement son financement de la R&D pour renforcer le secteur agricole et le mettre en mesure de jouer un rôle pilote pour la sécurité alimentaire du pays.

### **GAMBIE**

- L'investissement en R&D agricole en 2000–08 a été irrégulier, essentiellement par suite des fluctuations du financement du gouvernement, des bailleurs de fonds, et des banques de développement. Le financement de la R&D a progressivement décliné depuis 2006.
- L'Institut National de Recherche Agronomique (NARI) finançait les deux tiers des chercheurs du secteur public de recherche agricole et près des trois quarts de la dépense de R&D en 2008.
- Lorsque s'est-achevé en 1999 un projet financé par la Banque mondiale, les investissements du NARI ont soudain décliné mais les apports de la Banque Mondiale devraient bientôt augmenter avec le lancement du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest.
- La capacité de R&D agricole a quelque peu diminué depuis 2000 et les chercheurs sont parmi les moins qualifiés d'Afrique de l'Ouest. Le NARI employait en 2008 deux scientifiques de niveau doctoral, et les autres agences n'en employaient aucun. La formation de jeunes scientifiques au niveau doctoral doit devenir hautement prioritaire.

### **GHANA**

- La dépense de R&D a plus que doublé en 2000–08 du fait de la montée des coûts salariaux dans les agences du Conseil de Recherche Scientifique et Industrielle (CSIR) et du financement accru alloué à l'Institut de Recherche sur le Cacao du Ghana (CRIG). Les effectifs de personnels de recherche ont aussi régulièrement progressé, mais à un rythme beaucoup plus lent que celui des dépenses.
- Malgré la croissance de la capacité de recherche, nombre d'agences sont confrontées au vieillissement des effectifs scientifiques et un blocage des recrutements menace les niveaux de capacité de R&D, ce qui pourrait compromettre, les acquis des efforts de formation des décennies passées.
- En 2000–08, la recherche a été principalement financée par le gouvernement, les bailleurs de fonds et les banques de développement.
- Le secteur de l'enseignement supérieur occupe une place de plus en plus importante en R&D agricole au Ghana, mais les organisations sans buts lucratifs et à buts lucratifs ne jouent qu'un rôle minimal.

### **GUINÉE**

- Les dépenses de R&D agricole ont progressivement baissé depuis 2000 en raison de coupes dans le financement public et d'une réduction du soutien des bailleurs de fonds et des banques de développement, en particulier leur soutien à l'Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG), qui est la principale organisation de recherche.

- Depuis 2000–08, l'IRAG - qui représente les deux tiers des personnels de recherche et des dépenses de R&D agricoles du pays - a surtout été tributaire des financements de la France et des prêts de la Banque mondiale.
- Les organisations de R&D font face à de sombres perspectives en raison du climat politique actuel du pays. Les bailleurs de fonds sont en majorité peu enclins à soutenir des projets et les organisations éprouvent des difficultés croissantes à obtenir d'autres financements.
- La dépense de R&D exprimée en pourcentage du PIB agricole est l'une des plus faibles d'Afrique. Le gouvernement doit considérablement augmenter son financement pour que les organisations de R&D puissent contribuer à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté.

### **KENYA**

- La recherche agricole publique, du Kenya est relativement bien financée et pourvue en personnels par comparaison avec beaucoup d'autres pays africains. Elle bénéficie de l'un des taux les plus élevés de dépense totale en pourcentage du PIB agricole dans la région et attire de gros volumes de financement de la part des bailleurs de fonds et des banques de développement.
- La dépense publique de R&D a varié d'année en année, notamment pour la principale organisation, l'Institut de Recherche Agronomique du Kenya (KARI), en raison de fluctuations du financement du gouvernement, des bailleurs de fonds et des banques de développement.
- Le Kenya a enregistré de gros progrès en termes de recrutement et de formation de femmes chercheurs. Dans l'ensemble, le nombre de chercheurs et leurs niveaux moyens de qualifications ont régulièrement augmenté ces dernières années.
- Toutefois, un nombre croissant de chercheurs agricoles approche de l'âge de la retraite et la préservation des effectifs est devenue une préoccupation majeure pour le KARI et d'autres agences gouvernementales.

### **MADAGASCAR**

- L'achèvement en 1999 d'un gros projet financé par la Banque mondiale a suscité une baisse brutale de la dépense totale de R&D agricole de Madagascar.
- Les niveaux de dépense se sont quelque peu améliorés ces dernières années grâce à des soutiens techniques en nature et à des personnels de recherche expatriés du Centre Français de Coopération Internationale pour la Recherche Agronomique (CIRAD).
- Le Centre National de Recherche appliquée et de Développement Rural (FOFIFA) est la principale organisation de recherche agricole du pays. Sa part des dépenses nationales de R&D est tombée de 69 pour cent en 1998 à 43 pour cent en 2008, et le FOFIFA reste très dépendant des bailleurs de fonds et des banques de développement.
- En l'absence d'une forte augmentation du financement, les niveaux actuels d'investissements et la capacité en R&D agricole pourraient rapidement s'amoinrir à Madagascar, en même temps que les autres acquis des dernières 15 années.
- La formation de jeunes scientifiques est une haute priorité face à la retraite imminente de beaucoup de chercheurs âgés.

## MALI

- La dépense de R&D agricole R&D et les niveaux de capacité ont été très irréguliers, et ont reflété les fluctuations annuelles du financement par les bailleurs de fonds et les banques de développement, avec leurs répercussions en termes de recrutements et de licenciements.
- Contrairement à beaucoup de pays africains, la recherche agricole du Mali est très centralisée. Sa principale organisation de recherche, l'Institut d'Économie Rurale (IER), représentait environ 80 pour cent de l'ensemble des chercheurs et des dépenses de recherche agricole en 2008.
- Les programmes de formation soutenus par les bailleurs de fonds ont joué un rôle crucial pour accroître de 50 pour cent le nombre de chercheurs de niveau doctoral à l'IER en 2008. Les qualifications générales se sont aussi élevées dans le secteur de l'enseignement supérieur.
- Le vieillissement des personnels de recherche agricole du Mali, dont beaucoup atteindront l'âge de la retraite au cours de la prochaine décennie, est une préoccupation majeure. Il est urgent de recruter et de former des jeunes chercheurs.

## MAURICE (RÉPUBLIQUE DE)

- En 2008, la République de Maurice a consacré 4,1 pour cent de son PIB agricole à la recherche, ce qui témoigne du haut niveau d'investissement consenti par le pays pour la recherche sur la canne à sucre. C'était de loin la plus forte part d'allocation agricole à la R&D en Afrique subsaharienne, où les niveaux moyens sont bien inférieurs à un pour cent.
- La dépense publique de R&D agricole a baissé de près de 25 pour cent depuis 2001–08, essentiellement en raison de la réduction des dépenses de l'Institut de Recherche de l'Industrie Sucrière de l'Île Maurice (MSIRI) qui est principalement financé par une taxe sur les exportations de sucre et a été négativement affecté par une baisse de la production et des cours mondiaux du sucre.
- La recherche autre que sur la canne à sucre est financée par les pouvoirs publics.
- La capacité totale de R&D agricole a augmenté de 14 pour cent depuis 2001–08, et les qualifications moyennes des chercheurs se sont aussi améliorées, bien que la proportion des personnels de niveau doctoral reste faible par rapport à beaucoup d'autres pays africains.

## MAURITANIE

- Le système de la R&D de Mauritanie est partagé : les recherches sur les pêcheries, pilotées par l'Institut Mauritanien des Recherches Océanographiques et des Pêches (IMROP), sont relativement bien financées et bénéficient d'installations modernes. Les organisations de recherche sur les cultures et le bétail manquent de financements adéquats et de scientifiques suffisamment qualifiés.
- La recherche sur les pêcheries domine la R&D agricole et l'IMROP représente près de la moitié des dépenses et de la capacité de R&D agricole du pays.
- Le renouvellement des traités sur les pêcheries entre la Mauritanie, l'UE et le Japon a entraîné un gros apport de financement qui a permis à l'IMROP d'accroître sa capacité en termes de ressources humaines. Le financement devrait rester assuré pour beaucoup d'années à venir.
- Depuis 2000, les principales organisations de recherche sur les cultures et le bétail ont subi une contraction de leurs budgets de R&D. Les possibilités de formation du personnel sont limitées et les chercheurs partant à la retraite ne sont pas remplacés.

- Dans la mesure où la Mauritanie est un pays désertique peu peuplé, la capacité et les investissements de R&D agricole sont substantiellement inférieurs à ceux de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, mais les organisations qui soutiennent la production de cultures vivrières et les efforts d'atténuation de la pauvreté rurale ont de gros besoins de financement.

### **MOZAMBIQUE**

- Depuis la fin de la guerre civile en 1992, le Mozambique a progressé dans la reconstruction de sa R&D agricole.
- La R&D agricole est très dépendante du financement inconstant de bailleurs de fonds et du gouvernement, qui a fortement diminué et est considérablement freiné par des restrictions budgétaires et l'imprévisibilité du décaissement des crédits.
- La capacité de recherche agricole a régulièrement progressé depuis 2004–08, mais les personnels sont plus jeunes et moins qualifiés que dans d'autres pays de la région, et des investissements accrus en formation sont très nécessaires.

### **NAMIBIE**

- Les agences de recherche agricole sont relativement bien financées par le gouvernement national. Les bailleurs de fonds ne jouent qu'un rôle mineur dans le financement de la R&D agricole.
- Le Directeur de la Recherche et de la Formation Agricole (DART) représentait environ 60 % des investissements et de la capacité de R&D agricole en 2008.
- En dépit de nombreux efforts de formation financés par le gouvernement, les chercheurs agricoles namibiens se rangent parmi les moins qualifiés en Afrique subsaharienne et le pays manque d'une masse critique de chercheurs titulaires d'un doctorat.
- L'établissement prévu d'un Institut National de Recherche Agronomique (NARI) améliorera sans doute le niveau d'investissement et le développement du personnel. Le NARI, qui sera plus axé vers la demande, sera en mesure d'offrir des salaires plus élevés et de générer des fonds en interne.

### **NIGER**

- La fin en 1998 d'un projet financé par la Banque mondiale a plongé la recherche agricole du Niger dans une grave crise financière dont elle n'est toujours pas sorti. Le Niger a l'un des plus faibles taux d'investissement en recherche agricole de l'Afrique.
- L'Institut National de Recherche Agronomique du Niger (INRAN) représentait en 2008 environ les trois quarts des personnels et deux tiers de la dépense de R&D agricole. Son programme de recherche est entièrement financé par des bailleurs de fonds et la contribution gouvernementale ne couvre même pas toutes les dépenses de salaires.
- Un gel des recrutements dans le secteur public entraîne une montée rapide de la moyenne d'âge des chercheurs. Il est d'une extrême importance d'attirer et de former des jeunes chercheurs pour remplacer les scientifiques d'organismes publics qui partent à la retraite.
- L'investissement en R&D devrait bientôt augmenter avec le lancement national du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) financé par un prêt de la Banque mondiale et de plusieurs gros projets financés par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA).

- Un financement durable ainsi que le recrutement et la formation de personnels de R&D agricole pourraient figurer à l'avenir en meilleure position dans l'ordre du jour politique du Niger grâce à la création récente d'un comité consultatif national.

## **NIGERIA**

- Le Nigeria a le plus gros système de R&D agricole d'Afrique subsaharienne en termes d'investissements et de nombre de chercheurs, mais sa dépense de R&D agricole reste faible (0,4 pour cent) en part du PIB agricole par comparaison avec plusieurs pays africains.
- Après des années de grave sous investissement, la R&D a doublé en 2000–08, essentiellement du fait de l'augmentation des salaires et d'investissements importants pour la rénovation de l'infrastructure et des équipements, mais le manque d'installations et d'équipements adéquats reste une contrainte majeure.
- La capacité a fortement progressé en 2000–08, mais les niveaux moyens de qualification ont gravement diminué. Cette transformation de cohortes de scientifiques âgés et très qualifiés en plus jeunes chercheurs constitue une tendance déconcertante.
- Le secteur de l'enseignement supérieur joue un rôle de plus en plus important en R&D agricole, mais l'apport des organisations sans buts lucratifs et à buts lucratifs reste très modeste.
- La R&D agricole est principalement financée par le gouvernement national, avec des compléments provenant de bailleurs de fonds et de recettes de vente de biens et de services.

## **UGANDA**

- Les investissements en R&D agricole publique ont quadruplé depuis 1995–2008, essentiellement grâce à une augmentation des financements de bailleurs de fonds et de banques de développement, ainsi qu'à un accroissement de la dépense publique après 2005.
- Après la levée des restrictions du recrutement en 2005 et une augmentation de 100 pour cent des salaires, les effectifs de personnels de recherche se sont considérablement accrus à l'Organisation Nationale de Recherche Agronomique (NARO), la principale agence de R&D.
- La capacité de recherche de la principale institution d'enseignement supérieur, Makerere University, a aussi augmenté ces dernières années et a renforcé le rôle de ce secteur en R&D agricole.
- Malgré les progrès, il reste des difficultés: La R&D agricole est dépendante du financement des bailleurs de fonds et des banques de développement, le rôle des organisations sans buts lucratifs et du secteur privé est minime et les revenus de commercialisation de la recherche sont limités.

## **RWANDA**

- La capacité de R&D agricole a légèrement augmenté depuis 2005 en termes de nombre de chercheurs. Par suite de la guerre civile des années quatre-vingt-dix, les personnels sont plus jeunes et moins qualifiés que dans d'autres pays de la région.
- L'Institut de Recherche Agronomique du Rwanda (ISAR) représente les trois quarts des investissements nationaux et de la capacité de ressources humaines de la recherche agricole. Les dépenses de l'ISAR sont restées relativement stables depuis 2005-09.
- Les organisations sans buts lucratifs et à buts lucratifs n'interviennent que de façon minime dans la R&D agricole et le pays reste très dépendant d'un financement irrégulier des bailleurs de fonds.



## **SÉNÉGAL**

- Les dépenses publiques de R&D agricole du Sénégal ont progressivement diminué du fait de la réduction du soutien des bailleurs de fonds et des coupes budgétaires.
- Le secteur de l'enseignement supérieur joue un rôle de plus en plus important en R&D agricole.
- Le Fonds National de Recherches Agricoles et Agro-alimentaires (FNRAA) a modifié son mode de financement. Toutes les organisations publiques et privées de R&D agricole sont désormais en concurrence à égalité, ce qui favorise une recherche pilotée par la demande et la rationalisation des activités.
- Le nombre de personnels de niveau doctoral a fortement diminué depuis 2004 en dépit de gros investissements en faveur de la capacité de recherche. Bien d'autres chercheurs très qualifiés prendront leur retraite pendant la prochaine décennie, ce qui représente une source majeure de préoccupation.
- Malgré l'érosion de la capacité en ressources humaines, les chercheurs agricoles du pays figurent parmi les personnels les plus qualifiés d'Afrique de l'Ouest.

## **SIERRA LEONE**

- Les dépenses de R&D agricole ont plus que doublé entre 2001 et 09 suite au retour de la paix après une décennie de guerre civile qui avait presque entièrement détruit l'infrastructure de recherche de la Sierra Leone.
- Malgré cette augmentation, les niveaux de financement restent faibles et irréguliers, ce qui rend difficile la rénovation de l'infrastructure de R&D agricole et de la capacité de recherche.
- Le gouvernement finance la majeure partie de la R&D, mais le soutien de bailleurs de fonds par subventions et prêts a augmenté depuis 2007, année de création de l'Institut de Recherche Agronomique de la Sierra Leone (SLARI).
- Le SLARI, qui est le principal institut de recherche agricole, est appelé à gérer huit centres de recherche consacrés à des produits et thèmes de recherche divers. Deux de ces centres seulement étaient en activité en 2009.
- La capacité de R&D agricole devrait s'accroître dans les années à venir, avec l'ouverture d'autres centres de recherche du SLARI. La formation du personnel de recherche sera toutefois l'une des principales difficultés.

## **SOUDAN**

- Le secteur agricole a été essentiellement négligé pendant les années 90 et le début des années 2000, en raison de la priorité assignée à la production de pétrole à grande échelle, et les investissements en R&D agricole ont très rapidement baissé au cours de cette période.
- Les investissements publics en R&D agricole ont doublé depuis 2001–08, mais la dépense totale du pays en pourcentage du PIB agricole est restée l'une des plus faibles de l'Afrique subsaharienne.
- La capacité en ressources humaines a augmenté régulièrement après 2000, mais cette capacité pourrait se rétrécir avec le départ à la retraite de scientifiques expérimentés âgés et leur remplacement par de jeunes chercheurs sans formation avancée.

- La R&D agricole est principalement financée par le gouvernement national et les contributions des bailleurs de fonds sont limitées.

### **TANZANIE**

- La dépense de R&D agricole a fortement augmenté en 2008 après de nombreuses années d'investissements relativement faibles.
- La recherche agricole était traditionnellement tributaire du financement des bailleurs de fonds et des banques de développement mais, en 2004, lorsque cette source s'est tarie, le gouvernement a fait de la recherche agricole une priorité et a augmenté sa dépense pour compenser le retrait des financements extérieurs.
- En 2009, le gouvernement s'est engagé à développer le secteur agricole et à augmenter son investissement en faveur de toute la recherche. La recherche agricole et sur le bétail bénéficie en 2010–11 de 60 pour cent du financement.
- En juillet 2010, le gouvernement a augmenté les salaires des chercheurs de plus de 80 pour cent, mais la recherche tanzanienne continue de souffrir d'une pénurie de personnels très qualifiés.
- Malgré des évolutions positives récentes, de nombreuses années de sous investissement en recherche agricole ont eu un effet néfaste qui demandera du temps et un engagement soutenu pour être corrigé.

### **TOGO**

- Le financement de la R&D agricole a été très irrégulier au Togo pendant la dernière décennie. Depuis la conclusion en 2003 d'un projet financé par la Banque mondiale, la recherche agricole a été essentiellement soutenue par le gouvernement.
- En 2008, l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA), la principale organisation de R&D, représentait environ les deux tiers de la capacité et de la dépense de recherche agricole.
- Depuis 2000–08, la capacité de R&D s'est réduite d'un tiers, essentiellement parce que des chercheurs de l'ITRA partant à la retraite n'ont pas été remplacés. L'ITRA a recruté en 2009 plusieurs jeunes scientifiques auxquels une formation est actuellement dispensée.
- On prévoit que l'investissement augmentera avec le lancement en 2011 du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) financé par la Banque mondiale. Sur le long terme, le gouvernement devra garantir une continuité du financement pour éviter des fluctuations des investissements et des niveaux de capacité.

### **ZAMBIE**

- La tendance à long terme au déclin des investissements publics de R&D agricole en Zambie s'est poursuivie au cours de la période 2001–08 en, raison d'un affaiblissement du soutien du gouvernement et des bailleurs de fonds. En 2005, la dépense est tombée à un niveau historiquement bas.
- Les effectifs des personnels de recherche et leurs niveaux de qualification se sont dégradés depuis 2001–06, essentiellement du fait d'un gel du recrutement dans la fonction publique et de la faiblesse de la formation. Les effectifs de personnels ont commencé à remonter en 2006, mais surtout au niveau des plus jeunes.

- Le gouvernement est- la principale source de financement de la R&D agricole — avec l'ajout d'un soutien limité de bailleurs de fonds et de banques de développement —mais la dépense paye surtout les salaires et les frais généraux.
- Malgré des développements positifs récents, des années de sous-développement de la R&D agricole en Zambie ont eu des conséquences néfastes pour des agences nationales, comme l'Institut de Recherche Agronomique de Zambie (ZARI), qui continuent d'affronter des problèmes de financement qui compromettent leurs performances.

## **ZIMBABWE**

- La R&D agricole a beaucoup souffert du déclin économique du pays au cours de la dernière décennie et la plupart des bailleurs de fonds ont suspendu, depuis 2003, leur financement de la R&D agricole.
- La dépense et les effectifs de chercheurs de la principale agence de recherche du Zimbabwe, le Département de la Recherche et des Services Spécialisés (DR&SS) ont considérablement baissé depuis 2003.
- Seuls 15 pour cent des chercheurs du DR&SS sont dotés de qualifications au niveau de la maîtrise et du doctorat, une proportion très basse comparée à d'autres agences importantes de R&D agricole d'Afrique subsaharienne.